

## **Destruction des églises, détection des homosexuels... sommes-nous beaucoup trop complaisants avec les projets de nos alliés des pétromonarchies du Golfe ?**



*Les Etats du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) font l'objet d'un afflux de travailleurs expatriés.*

**Une commission du Conseil de coopération du Golfe s'est réunie lundi 11 novembre à Mascate, dans le sultanat d'Oman, afin de discuter de l'instauration possible d'un examen médical pouvant "détecter" l'homosexualité. Les expatriés homosexuels déclarés ne pourront s'installer sur leurs territoires. Une politique de durcissement idéologique destinée à rassurer les franges radicales de ces pays.**



Avec [Karim Sader](#)

**Karim Sader** est politologue et consultant, spécialiste du Moyen-Orient et du Golfe arabo-persique. Son champ d'expertise couvre plus particulièrement l'Irak et les pays du Golfe où il intervient auprès des entreprises françaises dans leurs stratégies d'implantation et de consolidation.

[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico: La commission chargée des travailleurs immigrés des pays du Golfe (Qatar, Koweït, Barheïn, Oman, Émirats Arabes Unis, Yémen) s'est réuni lundi 11 novembre afin de discuter d'un possible projet d'interdiction des homosexuels sur leurs territoires. Ce projet illustre-t-il un**

## **raffermissement idéologique dans ces pays ou est-ce une démarche purement médiatique ?**

**Karim Sader** : Tout d'abord, nul besoin d'être sorcier pour se rendre à l'évidence que les systèmes politiques en vigueur dans les pétro-monarchies du Golfe se situent, pour la plupart – bien qu'à des degrés différents selon les pays – aux antipodes des valeurs véhiculées par les démocraties libérales occidentales en termes d'Etat de droit. Et ce, tant au niveau du droit des femmes, des travailleurs immigrés, ou encore des minorités religieuses, qu'à l'échelle des libertés individuelles avec une pratique de l'homosexualité considérée dans ces pays comme un délit sévèrement puni par la loi. Ça n'est donc pas une nouveauté.

**Ceci étant dit, le durcissement de la législation qui est actuellement proposé est loin d'être à mon sens le fait unique d'un sursaut fanatique spontané mais pourrait répondre également à un agenda politique bien particulier.** Pris dans la spirale de la globalisation, les Etats du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) font l'objet d'un afflux de travailleurs expatriés pour la plupart issus du sous-continent indien mais également en provenance de l'occident, et qui constituent la majorité de la population. Les autochtones étant minoritaires. Ce phénomène peut être perçu par les populations locales comme une menace à leur identité, d'où la nécessité pour les dirigeants de rassurer leurs sujets, à commencer par les franges les plus traditionalistes très réticentes à certaines mœurs occidentales considérées comme des formes de "déviances". D'autant plus que la proximité qui existe entre les monarchies du Golfe et les puissances occidentales irritent les composantes religieuses très influentes que les dirigeants ont besoin sans cesse d'amadouer par un durcissement du discours comme celui auquel l'on assiste actuellement.

### **Pourquoi fustiger l'homosexualité en particulier?**

Il faut bien comprendre que **l'afflux d'expatriés occidentaux, de plus en plus nombreux au sein des pétro-monarchies inquiète les franges traditionalistes de la population locale farouchement attachées à leur identité wahhabite**, cette doctrine rigoriste de l'Islam sunnite qui constitue l'idéologie dominante au sein du CCG, à l'exception du Sultanat d'Oman. Ces composantes de la société qui demeurent majoritaires et que les dynasties n'ont pas intérêt à se mettre à dos, considèrent l'afflux d'étrangers comme une forme d'"invasion" susceptible de véhiculer des mœurs qu'ils considèrent comme "impies" ou bien "blasphématoires". Ici, le durcissement des législations pénalisant l'homosexualité sonne à la fois comme **un avertissement à l'encontre des candidats à l'expatriation dans ces pays mais aussi et surtout tel un gage d'assurance pour le puissant pouvoir religieux d'une certaine "préservation" de la société face à des comportements jugés "impurs"**. Cette ligne de conduite adoptée par les autorités explique le fait qu'une jeune norvégienne, pourtant victime de viol l'été dernier à Dubaï, s'est retrouvée derrière les barreaux condamnée pour "comportement indécent, parjure et consommation d'alcool" avant de se voir finalement graciée (car il ne faut pas non plus se mettre à dos les partenaires occidentaux). Autre exemple illustrant ce jeu d'équilibriste pratiqué par les monarchies du Golfe : la décision ordonnée deux ans auparavant par les autorités qataris de proscrire la consommation d'alcool dans l'île de Pearl, un lieu très fréquenté par les touristes étrangers. La trop grande ouverture du petit émirat gazier à l'occident ayant fini par irriter les couches traditionalistes bédouines, l'émir Hamad de l'époque s'était alors vu contraint de "mettre de l'eau dans son thé" et rassurer les composantes radicales de la société qatarie.

**S'exprimant devant une délégation venue du Koweït, le cheikh Abdul Aziz ibn Abdullah, grand mufti d'Arabie saoudite, a déclaré en septembre dernier qu'il "est nécessaire de détruire toutes les églises de la région". Cette proposition serait en accord avec la règle wahhabite séculaire annonçant que l'islam est la seule religion praticable dans la péninsule. Quelle visée porte cette déclaration ? Et peut-on imaginer qu'une telle proposition voit le jour ?**

**En premier lieu il faut bien préciser qu'en matière de tolérance religieuse, tous les pays du Golfe ne sont pas logés à la même enseigne.** Si les lieux de cultes autres que musulmans sont totalement proscrits en Arabie Saoudite, ça n'est pas le cas des autres pétro-monarchies qui ont fini par tolérer la présence d'églises "discrètes" pour leurs travailleurs immigrés. Je pense également que les récentes déclarations du grand mufti d'Arabie ne sont pas totalement dénuées de considérations politiques, souvent indissociables d'ailleurs du fait religieux dans cette partie du monde. J'entend par là que le Royaume Wahhabite dont la puissance est aujourd'hui largement

remise en cause à la fois par la dynamique des printemps arabes qui a écorné son leadership et par des luttes internes autour de la succession – a besoin aujourd'hui de redorer son blason de puissance traditionnelle dans la région et de recouvrer ses parts de marché sur l'échiquier islamique sunnite que lui ont subtilisés des puissances nouvelles telles que le Qatar ou bien la Turquie. Par ailleurs, outre l'intolérance envers les populations chrétiennes, il faut évoquer le cas des minorités chiites qui peuplent les monarchies du Golfe et qui souffrent de graves discriminations en matière de libertés à la fois politique et religieuse, étant considérées comme des "hérétiques" par leurs coreligionnaires sunnites. C'est particulièrement le cas dans la province orientale de l'Arabie ainsi qu'à Bahreïn – où ils sont majoritaires – théâtre d'une contestation des chiites largement réprimée par les autorités.

## **Face à ces différentes atteintes aux libertés individuelles, très médiatisées, l'Europe devrait-elle réagir ?**

L'on sait bien que la pratique de la *realpolitik* exclue toute forme d'ingérence dans les affaires internes d'un pays. La question doit donc être posée aux responsables de l'Union européenne : sont-ils prêts à compromettre les nombreux intérêts qui les lient à cette zone hautement stratégique au nom d'une diplomatie droit-de-l'homme ?

Il est bien sûr possible pour l'Europe de faire part de son mécontentement. Je crains en revanche que compte tenu des déboires que traverse actuellement la zone euro doublée d'une incapacité des Européens à s'exprimer d'une voix commune en matière de diplomatie ne compromettent la volonté d'exercer des pressions politiques sur des Etats dont les capitaux sont accueillis à bras ouverts sur le Vieux Continent...

## **Si le ministre des Affaires étrangères belge, Didier Reynders, tout comme Amnesty International, ont dénoncé cette initiative "scandaleuse", les réactions européennes face à l'établissement d'un examen médical pour homosexuels n'ont pas été nombreuses. Ce manque de réactions face à ces déclarations sous-entend-il qu'il règne aujourd'hui en Europe ou en France une forte complaisance vis-à-vis des pétro-monarchies du Golfe ? Pour quelles raisons ?**

Je ne sais pas si l'on peut parler de complaisance. **C'est effectivement le cas si l'on compare la différence de traitement de la diplomatie française à l'égard d'un pays comme l'Iran en matière de droit de l'homme** avec une certaine forme de tolérance vis-à-vis des monarchies du Golfe. Loin d'être exemptes de tous reproches en matière de démocratie.

**Il ne faut pas donc pas se voiler la face, ici c'est la *realpolitik* qui prévaut.** Outre les intérêts économiques qui lient le CCG à l'Hexagone, les pétromonarchies sont un partenaire stratégique de la France en matière de politique régionale, je pense en particulier à la volonté commune à la fois de renverser le régime de Bachar al-Assad en Syrie et de neutraliser les ambitions de l'Iran chiite – d'où la grande satisfaction de ces pays exprimée à l'égard de l'attitude jusqu'aboutiste de la France à l'issue des dernières négociations autour du nucléaire iranien.

Pour conclure, il existe toutefois certains moyens de pressions destinés à faire entendre son mécontentement vis-à-vis de certains agissements internes des pétro-monarchies : c'est d'abord et surtout de préférer et d'approfondir des relations avec certains pays faisant davantage d'effort sur la question des droits de l'homme au détriment d'autres. Jouant ainsi sur la rivalité très forte qui existe entre ces pays. Par ce biais la diplomatie française peut signifier son mécontentement et essayer d'influer sur la balance.

Il s'est révélé utile de montrer au Qatar récemment un certain nombre de réticences, notamment sur la question du sort des travailleurs émigrés, en remettant en question la politique du tout Qatar menée ces dernières années sous le mandat de Nicolas Sarkozy et en répartissant nos cartes vers d'autres pays comme les Emirats Arabes Unis.